

■ Amélioration des conditions de vie

Parmi les caractéristiques majeures du modèle de développement de la Tunisie est qu'il n'a pas fait de la libéralisation et de l'ouverture croissantes de l'économie un objectif en soi, mais un instrument pour réaliser une croissance partagée et un développement profitable à toutes les catégories sociales et à toutes les régions.

Les réalisations et les acquis accumulés témoignent à la fois du bien-fondé des orientations et des choix adoptés et de l'importance des étapes franchies par la Tunisie sur la voie du renforcement des fondements du modèle de société basé sur la consolidation de la classe moyenne et l'amélioration du bien-être de tous les Tunisiens et Tunisiennes.

Les changements qualitatifs intervenus dans le mode de vie du citoyen tunisien sont reflétés par l'amélioration remarquable des indicateurs suivants :

Taux de pauvreté		
1975	1985	2005
22%	7,7%	3.8%

PNB par habitant (Dinars)			
1966	1986	2001	2007
117	960	2.987,8	4.389

Proportion des logements rudimentaires		
1966	1994	2007
44%	2,7%	0,7%

■ Evolution démographique

Les différentes composantes de la politique de population, telles que celles ayant trait à l'accroissement de la scolarisation des filles, la meilleure insertion de la femme dans le marché de l'emploi et le renforcement des programmes de santé de la mère et de l'enfant, ont généré une maîtrise du croît démographique qui n'est que de 1,09% en 2007 contre 2,34% en 1987.

Taux de croissance démographique		
1966	1987	2007
3%	2,34%	1,09%

Evolution de la population		
1966	2002	2007
4.583.200	9.781.900	10.225.400

■ Indicateurs de santé

La Tunisie est parvenue, grâce aux programmes de développement humain et social mis en œuvre, à améliorer de façon constante les différents indicateurs de santé:

- Augmentation de l'espérance de vie à la naissance de 51 ans en 1966 à 74,2 ans en 2007.
- Réduction du taux de mortalité de 15‰ en 1967 à 5,7‰ en 2007.
- Recul du taux de mortalité infantile de 138,6‰ en 1966 à 18,4‰ en 2007.
- Amélioration du taux de vaccination des enfants qui a dépassé les 95% en 2007 contre 70% en 1984.

Espérance de vie à la naissance		
1966	1984	2007
51 ans	67 ans	74.2 ans

Nombre d'habitants par médecin		
1971	1985	2007
6.492	2.438	968

■ L'effort de l'Etat en matière de valorisation des ressources humaines et de consolidation des acquis sociaux

Les transferts sociaux constituent un des instruments les plus importants pour la concrétisation de la dimension sociale de la stratégie de développement, du fait de leur rôle déterminant dans :

- Le développement de l'esprit de solidarité et l'enracinement de ses valeurs ainsi que le renforcement des mécanismes d'entraide entre les différentes catégories sociales,
- La promotion des ressources humaines et la réalisation de l'équilibre requis entre les impératifs de l'efficacité économique et les exigences du bien-être social.

Part des transferts sociaux dans le budget de l'Etat		
1986	1997	2007
44,1%	49,4%	57,3%

Taux de couverture sociale		
1987	1997	2007
53,1%	80,7%	91,9%

Dépenses de l'Etat dans le domaine de l'éducation et de l'enseignement supérieur (MD)		
1986	1997	2007
431	1.315	3.083

■ Education et enseignement

PARMI LES PRINCIPAUX RESULTATS ENREGISTRES DANS LE DOMAINE DE L'EDUCATION :

- Un accroissement du taux de scolarisation des enfants âgés de 6 ans, qui est passé de 94,9% en 1988-1989 à plus de 99,1% en 2007-2008.
- Une augmentation substantielle du nombre d'étudiants qui a atteint 350.800 en 2007-2008, contre environ 43.700 en 1987, se traduisant par une amélioration significative du taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur qui se situe aux environs de 35,2% en 2007 contre 6% en 1987.
- Un accroissement de la part des filles dans l'enseignement secondaire et supérieur qui est passée respectivement de 42,4% et 36,7% en 1986-1987 à 53,2% et 59,1% en 2006-2007.

Taux de scolarisation des enfants âgés de 6 à 14 ans (%)		
1984	1994	2007
75,9	86,2	94,77

Nombre d'élèves dans le primaire par enseignant		
1970/1971	1986/1987	2007/2008
50	32,7	17,4

Effectif des élèves du 2e cycle de l'enseignement de base et secondaire (secteur public)	
Année scol.	Nombre d'élèves
1970/1971	180.000
1986/1987	419.300
2000/2001	963.000
2007/2008	1.069.600

Effectif des étudiants	
Année	Nombre d'étudiants
1970/1971	11.000
1987/1988	43.700
2000/2001	207.400
2003/2004	291.800
2007/2008	350.800

Taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur			
1966	1984	1987	2007
2,1%	5,7%	6%	35,2%

Taux d'alphabétisation des adultes âgés de 15 à 24 ans		
1966	1984	2004
44,7%	74,2%	94,3%

■ Femme

La Tunisie a fait de la dynamisation du rôle de la femme et de sa participation active à l'œuvre de développement, l'une des composantes essentielles de son modèle de société. A cet effet, la présence accrue de la femme dans tous les domaines et dans tous les secteurs d'activité consacre le principe de l'égalité entre les deux sexes. Ainsi, les filles représentent aujourd'hui en Tunisie 59,1% des étudiants, le taux des femmes est de 21% dans le secteur public, 29% des magistrats, 31% des avocats, 34% des journalistes, 42% des médecins, 40% des enseignants universitaires, 72% des pharmaciens... La Tunisie compte, également, 18.000 femmes chefs d'entreprises et 1.500 chefs d'exploitation agricole.

Taux des filles dans l'enseignement		
	Secondaire	Supérieur
1965-1966	25,6%	19,4%
1970-1971	27,6%	22%
1986-1987	43%	36%
2003-2004	53%	56,4%
2006-2007	53,2%	59,1%

Taux d'activité des femmes selon la tranche d'âge		
	25-29 ans	30-34 ans
1975	20,1%	14,7%
1984	26,1%	20,9%
1994	32,2%	25,9%
2004	41,6%	37,3%

■ Emploi

La Tunisie a élevé l'emploi au rang de priorité absolue, du fait qu'il est considéré comme une valeur civilisationnelle et qu'il constitue un instrument efficace pour garantir une participation effective du citoyen à l'œuvre de développement, renforcer les bases d'une société équilibrée, assurer la complémentarité entre les composantes économique et sociale de la stratégie de développement et éliminer toute forme d'exclusion et de marginalisation.

Partant, la Tunisie a pu, grâce aux politiques et programmes mis en œuvre dans les différents domaines, accroître le rythme de création d'emplois qui est passé de 41.500 emplois en moyenne par an, au cours de la période 1982-1986, à 75.350 emplois par an pour la période 2002-2007.

Création d'emplois (Moyenne annuelle)		
1982/1986	1997/2001	2002/2007
41.500	64.600	75.350

Taux de couverture de la demande additionnelle d'emplois		
1982/1986	1997/2001	2002/2007
61,7%	92,3%	91,5%

Répartition de la population occupée par branche d'activité (%)			
	Agriculture	Industrie	Services
1966	45,8	20,9	33,3
1989	26,2	34,1	39,7
2007	18,39	32,2	49,4

■ Croissance économique et équilibres macroéconomiques

La stratégie de développement adoptée par la Tunisie, depuis le Changement du 7 Novembre 1987, a permis notamment :

- d'atteindre des niveaux de croissance élevés, dépassant 4,9% par an aux prix constants pour 2002-2007, contre 2,4% au cours de la période quinquennale 1982-1986. L'économie nationale est parvenue en 2007 à réaliser un taux de croissance de 6,3% en termes réels, contre 5,5% en 2006.
- d'assurer une participation accrue du secteur privé à l'effort de développement, comme en témoigne l'augmentation de la part de l'investissement privé qui s'est située à 59,8% en 2007 contre 47,9% en 1986.
- de préserver les équilibres globaux à travers la maîtrise du déficit budgétaire, du déficit courant, de l'endettement et du service de la dette qui n'a été que de 11,6% en 2007 contre 26,3% en 1986.

Produit intérieur brut (Millions de Dinars - MD)		
1986	2002	2007
7.160	29.878,8	44.861

Service de la dette			
1986	2001	2002	2007
26,3%	13,5%	14,7%	11,6%

■ Secteurs productifs et diversification de la base économique

Parmi les faits saillants, il y a lieu de noter l'accélération de la croissance enregistrée au niveau des différents secteurs productifs.

En effet, la valeur ajoutée des secteurs agricole, industriel et des services a été multipliée plusieurs fois depuis le Changement.

Les réformes introduites ont également favorisé une diversification progressive de la base économique, consolidant ainsi, sur le court terme, la capacité d'adaptation de l'économie aux mutations et renforçant, sur les moyen et long termes, son potentiel à réussir son intégration dans l'économie mondiale.

Entrées touristiques	
1987	2007
1.874.000	6.761.000

Répartition du PIB aux coûts des facteurs par secteur (prix courants)			
	Agriculture	Industrie	Services
1986	14,9%	35%	50,1%
1999	15%	33,2%	52,4%
2003	13,8%	28,6%	54%
2007	11,7%	33,3%	55,0%

■ Ouverture économique

Partant d'une analyse approfondie des expériences passées et d'une lecture objective des mutations internationales et de leurs impacts, la Tunisie a opté pour une intégration progressive et réfléchie dans l'économie mondiale pour concrétiser ses objectifs.

Cette démarche et ce choix lui ont permis de :

- réaliser un accroissement annuel moyen de ses exportations de plus de 6%, aux prix constants, au cours des dernières années, se traduisant par une amélioration de ses parts de marchés extérieurs;
- franchir des étapes appréciables en matière d'ouverture de son économie, comme le montre l'évolution de la part des exportations dans le PIB, qui est passée de 34,7% en 1986 à 50,7% en 2007, et l'augmentation du volume des investissements étrangers de 100MD en 1986 à 2.157,9 MD en 2007;
- améliorer la structure de ses exportations, comme en témoigne l'évolution de la part des exportations des produits manufacturés qui s'est établi à près de 84,4% en 2007, contre 62% en 1986.

Exportations de biens et services (MD)		
1987	2001	2007
2.146,3	13.800	22.407

Part des produits manufacturés dans les exportations		
1986	2001	2007
62%	86,5%	84,4%

Part des exportations dans le PIB		
1986	2001	2007
34,7%	47,2%	50,7%

Investissement extérieur (MD)		
1986	2001	2007
100	718,3	2.157,9